

Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes de Kenneth McRoberts, Montréal, Boréal, 1999, 485 p.

Claude Couture

Volume 18, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040203ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040203ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Couture, C. (1999). Compte rendu de [*Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes* de Kenneth McRoberts, Montréal, Boréal, 1999, 485 p.] *Politique et Sociétés*, 18(3), 187–188. <https://doi.org/10.7202/040203ar>

Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes
de Kenneth McRoberts, Montréal, Boréal, 1999, 485 p.

Publié une première fois en anglais en 1997 par Oxford University Press, cet ouvrage est en quelque sorte la somme d'un travail de recherche et de réflexion entrepris il y a déjà trente ans par l'un des plus importants politologues canadiens d'aujourd'hui. À juste titre, l'ouvrage est déjà considéré comme un classique. La thèse de l'auteur, développée en trois temps dans le livre, consiste à démontrer que l'impasse politique actuelle entre le Canada et le Québec résulte de l'imposition par Pierre E. Trudeau dans les années 1960 d'une vision du Canada qui a rompu avec la tradition dualiste.

La première partie de l'ouvrage retrace donc dans l'histoire du Canada les origines du dualisme. Ken McRoberts remonte jusqu'à l'histoire de la Nouvelle-France pour trouver les racines des conceptions différentes de la nationalité. Il remarque que dès l'époque de la Nouvelle-France et immédiatement après la Conquête, l'identité canadienne était très forte parmi les francophones d'Amérique. Mais cette identité canadienne référait essentiellement à une société nord-américaine, et ce, même si la Nouvelle-France n'avait pas encore produit de mouvement nationaliste anti-métropolitain. Par contraste, les Canadiens d'origine britannique ont longtemps été attachés à l'empire britannique. Cet attachement a été profond au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, voire jusqu'aux débats sur la citoyenneté canadienne en 1946 et 1947. À partir de la fin des années 1940 cependant, l'identité britannique céda lentement la place à une identité « Canadian ». La dualité qui est ici décrite, à travers différentes étapes, classiques dans l'histoire canadienne, comme 1791, 1840 et 1867, est donc une dualité canadienne (au sens des Canadiens français) et britannique. Alors que les Canadiens français croyaient contribuer à bâtir une nation duale ou, en fait, une société binationale, plusieurs Canadiens britanniques entendaient strictement contribuer à la grandeur de l'empire britannique. Non pas que le projet d'édifier une dualité canadienne n'ait pas été accepté par plusieurs Canadiens d'origine britannique, mais la tendance la plus importante concevait sans doute le processus de la « nation-building » en termes d'appartenance à l'empire britannique. En somme, même à l'époque d'une certaine dualité, en particulier entre 1867 et 1967, il y avait un malentendu certain entre Canadiens français et Canadiens anglais quant à la conception du pays.

Entra alors en scène le leader canadien le plus influent au 20^e siècle, Pierre Elliott Trudeau. Selon McRoberts, une vision somme toute procédurale du libéralisme amena Pierre E. Trudeau à accepter d'une part l'idée d'une protection du droit de parler français et anglais au Canada, mais à rejeter, d'autre part, toute référence aux sociétés ou aux contextes dans lesquels ces langues sont parlées. Ce fut, d'ailleurs, en vertu d'un principe comparable que fut élaborée la politique du multiculturalisme : favoriser l'intégration harmonieuse des Canadiens qui ne sont pas d'origine britannique ou française à

une société canadienne fonctionnant selon un principe de deux langues publiques officielles sans reconnaissance de cultures spécifiques. L'idée de la dualité a donc fait place à une conception strictement procédurale et égalitaire du Canada, accentuant ainsi le fossé créé par l'intensité du processus de la «nation-building» au Canada et celui du Québec dit moderne issu de la Révolution tranquille qui aspira de plus en plus à une reconnaissance de sa différence, voire à une autonomie entière. Un nationalisme nourrit l'autre et la situation semble aujourd'hui sans solution. Certes, Kenneth McRoberts élabore à la fin du livre certaines avenues de solution, comme le confédéralisme qui n'est au fond qu'une version amoindrie de la souveraineté-association. Mais la lecture de cet ouvrage laisse tout de même le lecteur sur une impression d'échec et d'une impossible réconciliation.

Or, justement, y a-t-il jamais eu une période de l'histoire canadienne sans affrontement, même à l'époque, peut-être quelque peu mythique, de l'acceptation de la dualité ? Le livre pourtant rappelle éloquentement plusieurs exemples de ce refus de la dualité au 19^e siècle et le désir profond de certains Britanniques de constituer une société homogène. L'objectif de Lord Durham n'a jamais été complètement abandonné. Aussi, y aurait-il lieu de se demander jusqu'à quel point la vision «Canadian» de Pierre E. Trudeau et son multiculturalisme très superficiel ne sont pas une suite logique, et non une rupture, avec les tendances très fortes à l'homogénéisation déjà observées à l'époque d'une certaine dualité. Cela dit, cet ouvrage est, assurément, l'un des plus importants de la décennie qui s'achève et constitue une tentative extrêmement minutieuse de démêler un écheveau politique complexe et souvent déroutant.

Claude Couture

Faculté Saint-Jean, University of Alberta